

L'Italie sur le chemin de la transition énergétique : la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale

Marco Margheri

Le 10 novembre dernier, le gouvernement italien a présenté sa nouvelle Stratégie Énergétique Nationale (SEN) destinée à accompagner le pays jusqu'en 2030 et même au-delà, en définissant une « feuille de route » vers la transition énergétique.

Ce document d'analyse devra être transposé en actes concrets de la part du parlement et du gouvernement issus des prochaines élections qui se dérouleront le 4 mars 2018. La pertinence du document est d'ores et déjà claire : il constitue un des éléments essentiels de la grande mosaïque des politiques nationales que tous les pays de l'Union Européenne doivent réaliser afin d'atteindre les objectifs à 2030.

Dans ce contexte, la Stratégie Énergétique Nationale est l'instrument qui donne les grandes lignes de la programmation énergétique nécessaire pour relever les défis que le système devra affronter dans un contexte

de profonde transformation. Le secteur est au cœur d'une phase de transformation qui a pour toile de fond la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique, les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies et les stratégies européennes pour 2030 et 2050.

1. Le contexte italien

En 2016, le PIB italien a enregistré une progression de 0,9 % par rapport à l'année précédente (source ISTAT). La croissance se confirme également en 2017 à raison de 1,5 % d'après une note du ministère de l'Économie

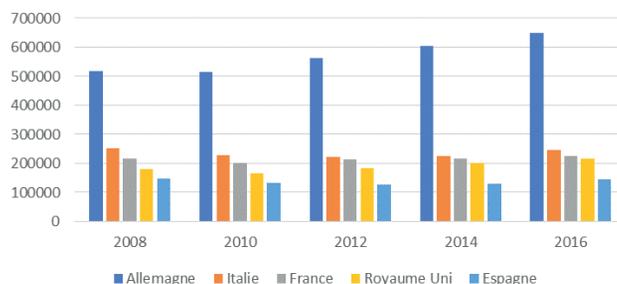


Figure 1. Secteur manufacturier - Valeur Ajoutée brute (millions € prix courants)

Source : Eurostat

et des Finances ; cette prévision est en phase avec les estimations de la Commission Européenne (*Autumn 2017 Economic Forecast*). La reprise économique du pays est un signal important pour les marchés financiers et les investisseurs, notamment au regard d'une importante dette de l'État qui est cependant maîtrisée grâce à la capacité de production du pays.

Après les difficultés occasionnées par la crise économique qui a atteint son sommet en 2009, l'industrie italienne a entamé un parcours de redressement avec une nette accélération à partir de 2014.

Il est important de rappeler certaines caractéristiques structurelles de l'économie de l'Italie pour comprendre pleinement le contexte macroéconomique dans lequel le pays doit définir sa propre politique énergétique.

L'économie italienne se fonde sur « l'industrialité », la « culture de faire » et son profond caractère entrepreneurial, autant d'éléments ayant conduit l'Italie à exceller dans les secteurs liés au goût, au talent, à la capacité artisanale, mais aussi à l'innovation, à la capacité technologique ou encore à la créativité industrielle. L'industrie italienne est un des champions mondiaux du *bello e ben fatto* (beau et bien fait), dans la mode, l'ameublement, le design, l'industrie alimentaire. Mais elle a aussi conquis une place de premier plan

dans la mécanique de précision, l'industrie pharmaceutique ou encore dans des secteurs plus traditionnels tels que la construction. Cette structure économique est fortement focalisée sur les marchés extérieurs et la part des exportations représente près de 30 % du PIB, juste derrière l'Allemagne au niveau européen. En outre, le tissu industriel italien est caractérisé par une forte présence des PME-PMI.

Compte tenu du profil et de la structure de l'économie italienne, il est donc évident que la compétitivité des facteurs de production est un objectif majeur et stratégique pour les politiques économiques du « Système Italie ». Dans ce panorama, la dimension énergétique est sans aucun doute un élément essentiel. C'est aussi une des raisons pour lesquelles le secteur énergétique italien est parmi les plus vertueux avec une intensité énergétique parmi les plus performantes au niveau de l'Europe des 28.

C'est pourquoi, inversement à la remontée du PIB et des performances du secteur manufacturier, les besoins italiens en énergie sont régulièrement revus à la baisse depuis près d'une décennie, passant de 197,7 Mtep en 2005 à 169 Mtep en 2016, marquant un recul de 1,9 % (DGSAIE – ministère du Développement économique – Bilan énergétique national 2016).

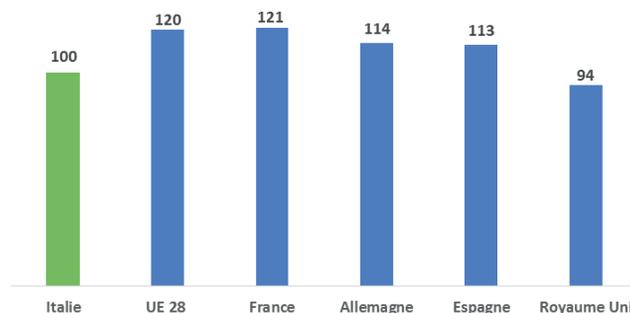


Figure 2. Intensité énergétique (2015)

Source : SEN 2017

L'Italie sur le chemin de la transition énergétique : la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale

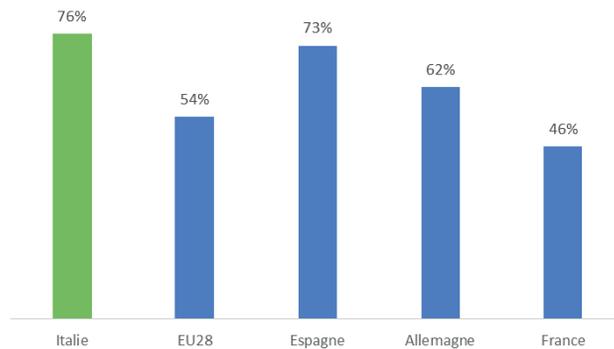


Figure 3. Dépendance énergétique

Source : SEN – rapport des importations à la demande intérieure brute (y compris toutes)

S'inscrivant parfaitement en phase avec la tendance européenne, cette inflexion encourage à poursuivre dans la voie choisie. Cette baisse de l'intensité énergétique est un facteur positif également au regard de la dépendance énergétique italienne, une des plus élevées parmi les principales économies de la zone euro. Cette faiblesse historique du pays figure de ce fait au cœur des priorités stratégiques de l'Italie en matière d'énergie.

En 2016, les importations d'énergie italiennes représentaient 76 % des approvisionnements, avec un écart de 14 points en pourcentage par rapport à l'Allemagne (62 %) et 30 par rapport à la France (46 %).

D'après les données du ministère du Développement économique, en 2016, les importations nettes se chiffraient à 127,7 Mtep, constituées essentiellement de gaz et de pétrole, suivies par les différents types de charbon qui ont enregistré une baisse de 14 % par rapport à 2015. Le recul des importations de charbon a été partiellement compensé par une hausse des importations de gaz (+6,7 %), atteignant 65,3 milliards de m³ (données Snam).

La progression de la demande de gaz, qui joue dans le cadre de la SEN un rôle de premier plan, a été partiellement tirée par le secteur industriel avec une hausse de 4,6 % de la demande en gaz, essentiellement dans la

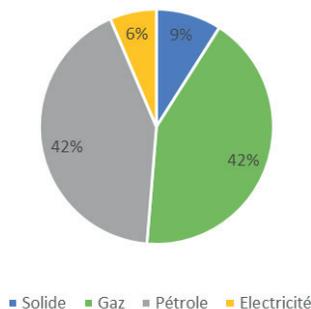


Tableau 4. Importations nettes d'énergie en Italie

Source : Ministère du Développement économique (2016)

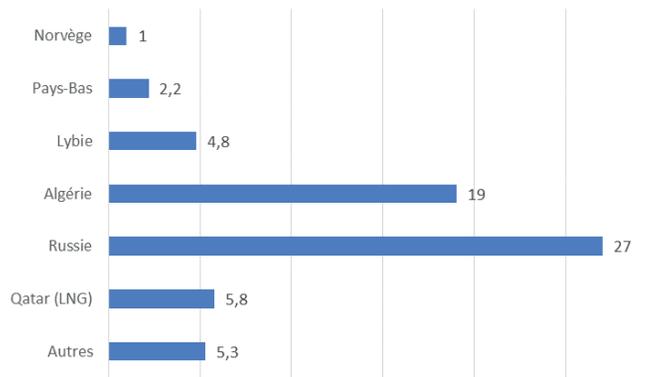


Figure 5. Importations de gaz 2016 (milliards de m³)

Source : ARERA (Autorità di Regolazione per Energia, Reti e Ambiente)

Données de pré-clôture 2016 en milliards de m³

chimie et la sidérurgie en raison notamment de la reprise économique.

Comme on le verra, la sécurité des approvisionnements et leur diversification s'inscrivent dans les objectifs et les programmes européens et italiens. Ainsi, la publication de la Stratégie Énergétique Nationale anticipe d'une année l'échéance de certains contrats d'approvisionnement de gaz dont les origines sont principalement russe (44 %) et algérienne (29 %), suivies par l'Europe du

Nord (10 %) et la Libye (7 %). Le Gaz Naturel Liquéfié (GNL), notamment en provenance du Qatar, a représenté environ 10 % des importations (en légère hausse par rapport à 2015). La partie restante de la consommation est assurée par la production nationale, soit 5,8 milliards de mètres cube, historiquement en déclin structurel.

S'agissant de l'électricité, la demande italienne du réseau en 2016 a été de 314 TWh, en léger recul par rapport à l'année précédente,

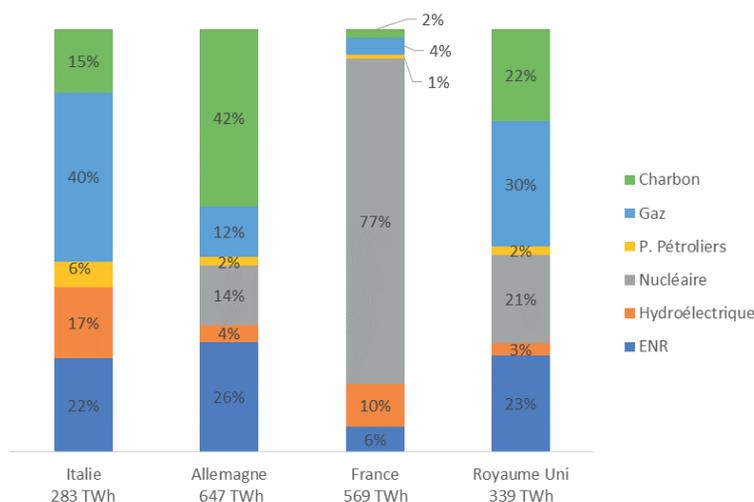


Figure 6. Bouquet de la production électrique

Source : SEN 2017

L'Italie sur le chemin de la transition énergétique : la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale

à cause essentiellement d'une baisse de la consommation domestique (-2,8 %) et du secteur agricole (-2,2 %). En revanche, la production brute a progressé de 2,4 %, principalement grâce aux excellentes performances du secteur éolien (+19,2 %), compensant le fléchissement des productions solaire (-2,6 %) et hydroélectrique (-5,8 %).

2. La Stratégie Énergétique 2017, une stratégie ambitieuse visant à relancer la transition énergétique

Le document publié conjointement par les ministères du Développement et de l'Environnement représente un véritable changement de cap par rapport à la SEN de 2013.

En effet, la SEN 2013 orientait les actions de politique énergétique à l'horizon 2020 en poursuivant quatre objectifs principaux :

- la compétitivité : réduire l'écart de coût de l'énergie et s'aligner progressivement sur les prix européens ;
- l'environnement : aller au-delà des objectifs 20-20-20 de l'Union européenne ;
- la sécurité : renforcer la sécurité des approvisionnements et réduire la dépendance de l'étranger ;
- la croissance : développer le secteur de l'énergie selon un mode durable pour étayer la croissance économique.

Ces quatre objectifs de la stratégie 2013 n'ont été atteints qu'en partie. Par rapport à la cible 20-20-20 de l'Union européenne, l'Italie a atteint un bon résultat ; par contre, l'écart entre les coûts de l'énergie européens et italiens demeure toujours, ce qui constitue un défi pour la capacité concurrentielle du pays. On peut remarquer à ce propos que le différentiel de prix du gaz entre le *Punto di Scambio Virtuale (Virtual Trading Point – PSV)* italien et le *Title Transfer Facility (TTF)* hollandais se chiffrait toujours à près de 2 €/MWh en 2016.

La SEN 2017 a fait l'objet d'une vaste consultation publique ayant impliqué plus de

250 acteurs, parmi lesquels des associations professionnelles, des entreprises, des ONG, des universités et des organismes publics.

Cette consultation publique a permis de confirmer trois axes stratégiques majeurs :

- la compétitivité ;
- la sécurité ;
- l'environnement et les objectifs européens à l'horizon 2030.

Ainsi, la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale décline d'ores et déjà ces trois axes d'intervention en un ensemble de mesures susceptibles d'atteindre de manière cohérente et non sectorielle les objectifs.

Ces actions reposent en particulier sur :

- une grande attention consacrée aux scénarios futurs, en établissant des objectifs pour les sources renouvelables cohérents avec les cibles européennes 2030 ;
- une grande place accordée à l'efficacité énergétique qui représente l'un des enjeux les plus importants de la SEN afin de réduire les émissions nocives pour le climat, ainsi que la consommation d'énergie et la dépendance énergétique du pays ;
- la mise au point d'un plan de sortie du charbon dans la production électrique d'ici 2025 ;
- un processus de décarbonisation, dans le respect des engagements internationaux, qui va de pair avec le rôle de plus en plus important accordé au gaz, ressource indispensable de la transition énergétique ; à cet effet, la Stratégie vise en particulier à renforcer et diversifier les sources d'approvisionnement, à accroître la liquidité du marché et à gommer la différence de prix avec les marchés d'Europe du Nord, promouvant ainsi la compétitivité du pays ;
- un plan de modernisation des infrastructures et la promotion de la recherche et de l'innovation technologique.

À ces fins, la Stratégie prévoit d'ici 2030 une enveloppe de 175 milliards d'euros en investissements, dont 30 milliards destinés à l'optimisation et à la construction de réseaux

et d'infrastructures, 35 milliards aux sources d'énergie renouvelables et 110 milliards aux mesures d'efficacité énergétique. On note que plus de 80 % des investissements sont destinés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, la SEN considérant ces deux axes comme innovants et susceptibles de créer de l'emploi. De plus, ils sont utiles pour atteindre les objectifs en matière d'environnement et rendre le système énergétique durable.

2.1. Énergies renouvelables : nouveaux objectifs à l'horizon 2030

En 2004, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'électricité en Italie était de 6,4 %. Depuis, en vue des objectifs européens 2020, les énergies renouvelables se sont engagées dans un parcours de croissance constante qui a permis à l'Italie d'atteindre son objectif avant l'échéance. En 2015, la part de la production d'électricité d'origine renouvelable dans la consommation finale avait déjà atteint 17,5 % par rapport à un objectif de 17 %. Cette performance a fait de l'Italie le premier pays à avoir respecté ses obligations parmi les principales économies européennes.

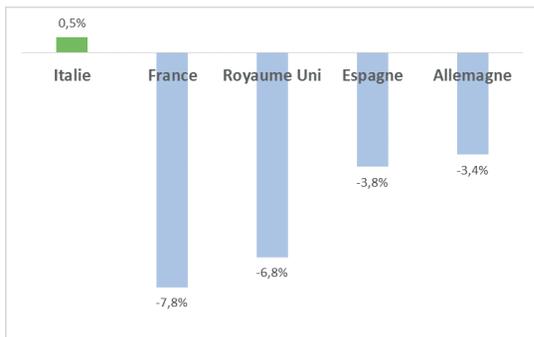


Figure 7. Pénétration des énergies renouvelables 2015 vs 2020

Source : SEN – Écarts exprimées en % entre les objectifs 2020 et le bilan 2015

Les sources d'énergie renouvelables dans la production électrique jouent un rôle de premier plan, leur importance s'étant accrue

de manière significative en quelques années, grâce notamment aux mesures d'incitation qui ont occasionné une baisse des prix de gros, compensée par la hausse du coût des services sur le réseau.

Suite aux réformes des mesures d'incitations en 2012 et à la suppression du « Compte de l'énergie » (*Conto Energia*), le secteur est entré dans une phase de ralentissement.

L'objectif de la SEN 2017 vise à augmenter la part des renouvelables dans la consommation finale jusqu'à un seuil minimum de 28 % d'ici 2030. En particulier, la Stratégie recommande un objectif de pénétration des énergies renouvelables de 55 % pour la production d'électricité, 30 % pour la production de chaleur et 21 % dans les transports.

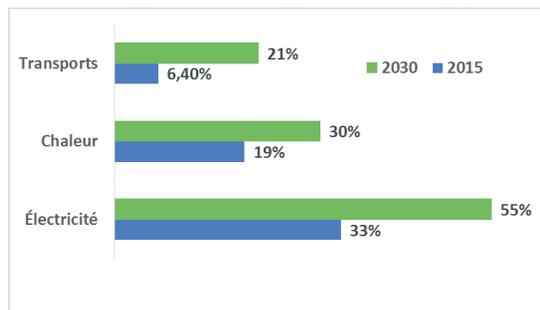


Figure 8. Part des renouvelables dans la consommation finale brut

Source : SEN 2017

Naturellement, ces objectifs devront être poursuivis tout en garantissant la sécurité et la stabilité aux investisseurs, assurant leur pleine intégration dans le système, valorisant les infrastructures existantes et misant sur l'innovation technologique, de *process* et de gouvernance.

Les efforts déployés dans le cadre des objectifs 2030 doivent également prendre en compte la sécurité et la réduction des prix. À cet effet, la Stratégie ne vise pas simplement à encourager la nouvelle production, mais plutôt à privilégier les actions permettant d'accroître l'efficacité des mesures existantes.

L'Italie sur le chemin de la transition énergétique : la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale

D'ici 2030, les incitations accordées à l'énergie éolienne arriveront à échéance pour 8 GW, ce qui permet d'envisager la possibilité de favoriser des investissements de rénovation des installations existantes, avec une hausse potentielle de la productivité de 15 % à puissance égale. Pour ce type de mesures, la SEN recommande de simplifier les démarches administratives d'autorisation plutôt que de recourir à de nouvelles incitations financières.

De plus, ce document reconnaît le rôle stratégique du grand hydraulique compte tenu de sa flexibilité et de la continuité d'exploitation, tout en reconnaissant les difficultés liées aux incertitudes réglementaires en matière d'attribution des concessions. En termes d'investissements, la priorité est donnée là aussi au maintien de l'existant.

2.2. Efficacité énergétique

Sur le total des investissements prévus dans le document, l'efficacité énergétique se taille la part du lion.

L'Italie affiche un niveau d'intensité énergétique inférieur à la moyenne européenne, fruit notamment d'un ensemble de politiques de promotion de l'efficacité mises en œuvre au cours des dernières décennies. Cependant, des économies importantes peuvent encore être réalisées, en particulier dans le secteur résidentiel, dans le tertiaire et dans les transports.

Au sein de la Stratégie, l'efficacité énergétique est le dénominateur commun de tous les grands objectifs avec une réduction de la consommation finale d'énergie de 10 Mtep par an d'ici 2030.

Le secteur résidentiel se heurte à des difficultés de terrain liées essentiellement, d'une part, à la faible prise de conscience des consommateurs concernant les avantages liés aux mesures d'intervention et, d'autre part, au coût élevé des investissements initiaux qui décourage les petits consommateurs.

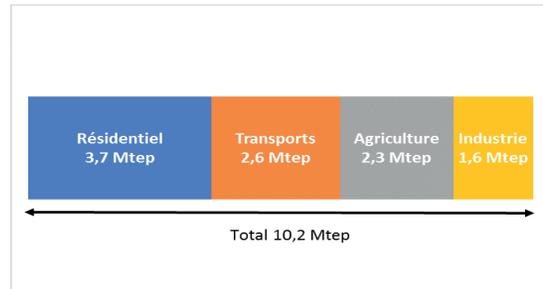


Figure 9. Objectifs de réduction de la consommation par secteurs (Mtep/an) à 2030

Source : SEN 2017

Dans ce contexte, le gouvernement a décidé d'optimiser le mécanisme de déduction fiscale pour la rénovation énergétique des immeubles. Les premières mesures d'application ont déjà été intégrées dans la loi de finance 2018 (prime logement et « écobonus »). Ces mesures prévoient de nouveaux taux de déduction fiscale en fonction de l'efficacité énergétique atteinte grâce aux interventions structurelles. La SEN 2017 met aussi l'accent sur une accélération de la rénovation du parc immobilier et des installations d'éclairage public.

Le secteur industriel est celui qui présente le potentiel d'économie le plus faible. Pour assurer sa pleine efficacité, la Stratégie prévoit, en tout état de cause, une remise à jour des mécanismes d'incitation, tels que les certificats blancs, et une valorisation accrue des audits énergétiques pour les entreprises.

Enfin, en matière de transports durables et d'éco-mobilité, la SEN réaffirme le principe de neutralité technologique. De manière générale, elle promeut un ensemble d'actions et mesures visant à réduire le transport individuel au bénéfice du transport collectif, y compris en finançant les services d'auto-partage et autres solutions innovantes. En particulier, outre la contribution apportée par les carburants alternatifs de nouvelle génération, on reconnaît le rôle des modes de transport électriques et du développement de stations de recharge rapide pour les voitures électriques et de points de ravitaillement en GNL

(Gaz Naturel Liquéfié) et GNV (Gaz Naturel pour Véhicules).

2.3. Objectifs environnementaux et décarbonisation

Comme nous l'avons déjà rappelé à plusieurs reprises, la SEN 2017 se caractérise par une approche intégrée, assurant la cohérence des différentes actions prévues par ce document.

Les actions d'optimisation et de relance de la production d'énergie à partir de sources renouvelables et les investissements massifs visant l'efficacité énergétique dans tous les secteurs de l'économie permettront au pays d'atteindre les objectifs européens en matière d'environnement.

Avec le Cadre d'action pour le climat et l'énergie, adopté en octobre 2014, la Commission européenne a établi trois objectifs à atteindre à l'horizon 2030 :

- la réduction de 40 % des émissions de gaz de serre par rapport à 1990 ;
- un minimum de 27 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale ;
- l'amélioration de l'efficacité énergétique d'au moins 27 %.

Les objectifs européens, actuellement à l'étude dans le cadre du paquet législatif européen « Énergies propres » sont cohérents avec la feuille de route en matière de décarbonisation de l'économie européenne d'ici 2050, publiée en décembre 2011, ainsi qu'avec les engagements pris en décembre 2015 à Paris, lors de la Conférence sur le changement climatique.

Pour accélérer ce processus et grâce à la SEN, le gouvernement italien s'est engagé à abandonner l'utilisation du charbon dans la production électrique d'ici 2025, un engagement pris par d'autres État membres (The coal phase out transition: Italy's leadership opportunity, E3G).

Le charbon occupe une place modeste dans la production électrique italienne, avec une part allant de 14 à 16 % de la production totale ; toutefois son impact est majeur en termes d'émissions nocives pour le climat. À l'heure actuelle, 9 centrales au charbon sont actives en Italie, pour une puissance installée de 8 GW.

Préalablement à la consultation publique, trois différents scénarios de sortie du charbon ont été envisagés. Un premier scénario, dit « inertiel », prévoyant dans l'immédiat une première sortie ou la reconversion de 2 GW ;

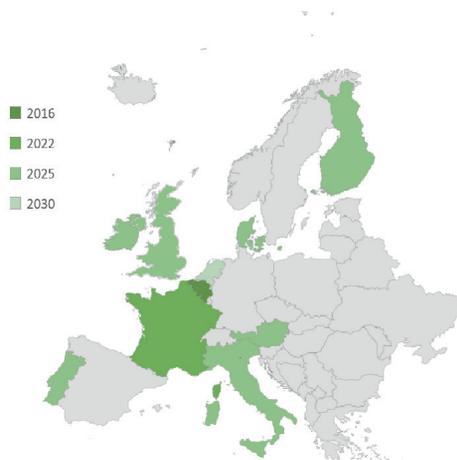


Figure 10. Engagement de sortie du charbon dans la production électrique au niveau européen

Source : Third Generation Environmentalism Limited

L'Italie sur le chemin de la transition énergétique : la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale

un second scénario dit « partiel », prévoyant le maintien de deux centrales seulement – une en Sardaigne, l'autre à Civitavecchia – pour une réduction de 5 GW ; enfin, un troisième scénario « complet » à 2030.

Le résultat des consultations a sanctionné une large préférence pour la décarbonisation complète de l'électricité, avec une anticipation de l'échéance à 2025, ce qui assurerait une économie de près de 100 millions de tonnes de CO₂ par rapport à l'hypothèse initiale de 2030.

Malgré la forte impulsion donnée aux énergies renouvelables, le remplacement du charbon par cette source ne semble actuellement pas envisageable du point de vue technique et de gestion ; le mix gaz et renouvelables s'avère être, par contre, la solution idéale pour assurer la flexibilité et la durabilité du réseau.

En particulier, la SEN prévoit un ensemble d'actions susceptibles d'éliminer et de remplacer le charbon :

- installation de 1,5 GW de nouvelles capacités de production au gaz ;
- augmentation de la part des énergies renouvelables jusqu'à 55 %, d'ici 2030 ;
- réduction de la consommation par des politiques d'efficacité énergétique ;
- développement ou modernisation du réseau électrique.

2.4. Le rôle du gaz dans la transition énergétique

Le gaz naturel demeure un élément essentiel pour assurer la stabilité du système électrique, car il permet la transition vers une économie bas carbone, passant de 111 TWh à 118 TWh d'ici 2030 dans la production d'électricité (document de présentation de la SEN – Données 2015).

Les prévisions de la demande européenne en 2030 varient énormément d'un scénario à l'autre, avec une fourchette allant de 386 à 478 milliards de mètres cube par an

(en 2015, la demande européenne a été de 473 milliards de mètres cube – Source : SEN). Bien que la demande de gaz en Europe soit en baisse depuis plusieurs années, en raison notamment du fléchissement progressif de la production interne, le marché européen a vu croître sa dépendance aux importations. Ce phénomène est particulièrement marqué en Italie, troisième marché de l'Union en termes de consommation de gaz qui affiche une dépendance aux importations très supérieure à la moyenne européenne.

Il en découle que, pour la SEN, les facteurs de sécurité, de diversification des sources et de résilience sont autant de priorités.

Le document signale, à cet égard, un certain nombre d'éléments critiques :

- la dépendance de la Russie, supérieure à 40 % des approvisionnements ; en cas d'arrêt total et prolongé des fournitures, le pays aurait énormément de mal à trouver 27 à 30 milliards de mètres cube de sources différentes ;
- l'échéance de 2019 des contrats de transport de gaz russe par le territoire ukrainien, principale route de ravitaillement depuis la Russie à destination de l'Italie ;
- l'échéance des contrats algériens, actuellement en phase de négociation, à laquelle s'ajoutent les incertitudes quant à la disponibilité pour l'exportation face à une demande interne croissante ;
- l'instabilité et les difficultés en Libye.

Étant donnée l'importance accrue du gaz, appelé de plus en plus pour répondre à des exigences de rachat et de flexibilité, l'objectif de la SEN est de sécuriser le système gazier pour le rendre concurrentiel vis-à-vis des prix européens, mais aussi flexible et capable de résister aux chocs. À cet égard, la SEN propose notamment les actions suivantes :

- l'ouverture d'un couloir sud du gaz, dès l'achèvement du projet de gazoduc TAP, destiné à recevoir 8,8 millions de mètres cube/an de gaz d'Azerbaïdjan ;
- la réalisation du projet Poséidon, susceptible d'assurer jusqu'à 20 millions de

mètres cube/an à partir des réserves présentes, d'une part en Méditerranée Est par le projet de gazoduc EastMed, d'autre part en Russie par la deuxième ligne du TurkStream ;

- la réalisation d'opérations de diversification de la capacité d'importation par les terminaux GNL en tirant parti du marché global en croissance ;

- le développement des flux bidirectionnels transfrontaliers permettant d'activer la *reverse flow* du Sud vers le Nord ;

- l'accroissement de la capacité de transport du réseau national de gaz, par un projet de 700 millions d'euros, déjà partiellement réalisé ; cette opération prévoit la possibilité d'inverser le flux du Sud au Nord.

2.5. Recherche et développement

La transition progressive envisagée par la SEN vers un système énergétique bas carbone repose sur une forte contribution venant de la technologie, de la recherche et du développement de nouvelles solutions.

Ces dernières années – déclare-t-on dans le document – certaines innovations technologiques, par exemple dans le domaine des énergies renouvelables, ont été possibles essentiellement grâce aux politiques de soutien de la demande, sans qu'aucune mesure de soutien ne soit prévue du côté de l'offre, ouvrant ainsi la voie à des importations massives de produits fabriqués hors d'Italie, qui ont parfois pénalisé des entreprises de production italiennes et européennes.

C'est pour cette raison que la Stratégie souhaite promouvoir des investissements conséquents en recherche et développement, créant ainsi les conditions pour attirer des capitaux privés.

Au cours de la COP21 de Paris, l'Italie a adhéré à la Mission Innovation, un programme multilatéral réunissant 22 pays qui s'engagent collectivement pour accélérer l'innovation technologique en faveur de la transition énergétique. Sept challenges technologiques ont été lancés, sur lesquels des collaborations

seront engagées entre les pays adhérents. L'Italie a choisi de jouer un rôle de premier plan dans le développement des *Smart Grids*, se focalisant sur ce sujet dès le G8 de l'Aquila, en 2009. Avec d'autres États membres, le gouvernement italien s'est engagé à multiplier par deux les ressources destinées à la Mission Innovation, passant ainsi de 222 millions d'euros en 2013 à 444 millions en 2021, au niveau national. Pour maximiser l'efficacité du projet, le ministère du Développement économique a associé à la gouvernance du projet des organismes de recherche comme l'Agence nationale des nouvelles technologies, de l'énergie et du développement économique (ENEA) et le Conseil National de la Recherche (CNR).

Enfin, la Stratégie relance également le rôle du crédit d'impôt déjà introduit dans la SEN 2013 et intégré dans le Plan National Industrie 4.0. Bien que cette mesure ne soit pas destinée uniquement au secteur de l'énergie, elle est directement accessible aux entreprises et vise à stimuler les investissements privés dans la recherche et le développement de solutions innovantes de *process* et de produit. Cette mesure est accordée sur 50 % des dépenses additionnelles en R&D et son enveloppe se chiffre à 1,2 milliard d'euros par an jusqu'en 2020. Elle pourra compter sur des investissements privés additionnels de près de 8 milliards d'euros entre 2017 et 2020.

La Stratégie vise à créer et maintenir une maîtrise nationale sur les secteurs qui jouent un rôle stratégique pour l'avenir des systèmes énergétiques, d'où l'importance de sensibiliser et d'encourager les grands acteurs industriels. Dans cette perspective, la relation entre les capitaux et les investisseurs privés reste essentielle et les politiques gouvernementales mises en œuvre montrent que le système est ouvert et attractif pour des investissements internationaux.

L'Italie sur le chemin de la transition énergétique : la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale

Conclusion

En définitive, la nouvelle Stratégie Énergétique Nationale donne des indications importantes et très utiles au débat énergétique italien et européen.

Tout d'abord, du point de vue méthodologique, le document marque sans ambiguïté la convergence entre les grandes politiques énergétiques, les grands choix sur le changement climatique et les plateformes d'innovation. La collaboration entre les ministères et les commissions parlementaires compétentes pour l'énergie et l'environnement est de grande importance, en particulier dans le contexte de la vaste consultation qui a été lancée sur le thème de la SEN. Cette approche inclusive et systémique doit être maintenue et renforcée dans le futur.

Ensuite, la Stratégie Énergétique Nationale de 2017 dessine la *Via Italiana* vers la transition énergétique qui est fortement radicalisée dans le cadre européen tout en offrant des caractéristiques intéressantes :

- La SEN est une stratégie ambitieuse et européenne qui vise à consolider la présence italienne parmi les pays guidant la transition énergétique en Europe. Dans ce contexte, l'objectif d'abandonner le charbon dans la production électrique d'ici 2025 est une contribution fondamentale au débat et à la négociation européenne. Par ailleurs, l'ambition des objectifs sur les énergies renouvelables confirme le choix de l'Italie sur la voie de la transition. La nouvelle SEN demande de répéter et dépasser le saut réalisé dans la dernière décennie en améliorant l'efficacité économique des politiques d'incitation. En outre, la SEN met en place des politiques importantes concernant l'efficacité énergétique et les politiques d'innovation confirmant de la sorte les actions déjà entreprises ces dernières années. Il suffit de penser à la diffusion de la digitalisation dans l'ensemble du secteur au travers des compteurs électroniques qui sont déjà arrivés à la deuxième génération ou encore aux expériences particulièrement

innovantes comme le Système d'Information Intégré (SII) qui constituera le grand *data hub* des clients finaux du secteur électrique et qui sera une infrastructure immatérielle capable de garantir des marchés efficaces et *consumer-friendly*.

- La SEN est une stratégie systémique qui reconnaît le rôle essentiel du secteur électrique dans le parcours de la transition énergétique tout en le complétant avec des politiques fondamentales non seulement dans les secteurs des transports, des utilisations finales, de la rénovation des bâtiments par exemple, mais également vis-à-vis des nouveaux consommateurs. En effet, la SEN identifie précisément les défis liés aux nouveaux *business models* tels que les agrégateurs de la demande, l'émergence de la production distribuée et des communautés énergétiques. Pour chacune de ces dimensions, la SEN aspire à identifier des propositions crédibles et cohérentes tout en vérifiant attentivement les impacts croisés des différentes actions.

- La SEN est une stratégie pragmatique qui vise à accélérer immédiatement la transition énergétique du pays en exploitant en parallèle tous les leviers déjà disponibles, avec la plus grande attention à la compétitivité et aux conséquences sur les usagers finaux. Le choix explicite du gaz naturel comme un élément central de la transition énergétique dans les prochaines années en est la démonstration. De même, dans le secteur des transports, la SEN met en place un large portefeuille de politiques de décarbonisation par le développement de la mobilité électrique dans les centres urbains, le renouvellement durable d'un parc automobile et le développement d'un transport au GNL pour les transports routiers de marchandises ou pour le transport maritime.

Dans ce cadre d'ensemble, il reste au moins deux pistes essentielles sur lesquelles l'Italie doit travailler aujourd'hui pour consolider ce qui a été fait jusqu'à présent :

- Le premier défi s'adresse à la politique et au monde des institutions. Il est primordial qu'à la suite des élections du 4 mars, le nouveau parlement et le nouveau gouvernement mettent le thème de la transition énergétique au centre des priorités du pays. Durant la campagne électorale, l'ensemble des forces politiques ont présenté des programmes au sein desquels ils reconnaissent, dans le principe, les objectifs de lutte contre le changement climatique et d'accélération sur le chemin de la transition. Tout cela demandera cependant à la nouvelle législature une impulsion politique qui nécessitera un effort cohérent, détaillé et systémique qui n'est pas garanti dans la SEN elle-même, puisqu'il s'agit d'un document programmatique.

- Le deuxième défi s'adresse à la communauté nationale, au pays des *cento campanili* (« cent clochers »). La SEN reconnaît explicitement qu'il ne peut y avoir de transition énergétique efficace sans une stratégie intégrant les infrastructures. La structure politico-institutionnelle du pays est encore très fragmentée et caractérisée par un système de vetos croisés entre les collectivités locales et l'État central. La tentative de 2016 pour restituer à l'État central un pouvoir systémique sur les politiques énergétiques a été rejetée avec l'échec du référendum « constitutionnel ». L'engagement des institutions et des collectivités locales en faveur du développement des infrastructures est indispensable pour améliorer le réseau électrique, pour faire évoluer les sources et les voies d'approvisionnement en gaz et pour faire croître la pénétration des énergies renouvelables sans que ce développement se heurte aux obstacles administratifs, aux préjudices et à l'instrumentalisation.

C'est d'ailleurs pour relever l'ensemble de ces défis que le Conseil Mondial de l'Énergie (*World Energy Council*) est une plateforme de discussion entre tous les acteurs institutionnels, du monde de l'académie, du secteur privé et du secteur public. Son comité italien, WEC Italy, confirme ce rôle dans l'animation des débats autour du thème de l'énergie en se basant sur les faits et en promouvant un

dialogue ouvert à tous. La *World Energy Week* (WEW) qui sera organisée à Milan du 8 au 11 octobre 2018 sera l'occasion de débattre du thème de la transition énergétique à 360° avec de nombreux experts et décideurs du monde.

S'agissant de la Stratégie énergétique italienne, elle doit maintenant trouver un soutien fort dans les choix des institutions, des investisseurs et des citoyens afin de se réaliser pleinement au bénéfice du pays et du système Italie dans son ensemble.